

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/TBT/Notif.97.662

10 octobre 1997

(97-4334)

Comité des obstacles techniques au commerce

NOTIFICATION

La notification suivante est communiquée conformément à l'article 10.6.

1.	Membre de l'Accord adressant la notification: <u>PAYS-BAS</u> Le cas échéant, pouvoirs publics locaux concernés (articles 3.2 et 7.2):
2.	Organisme responsable: Office des boissons spiritueuses L'organisme ou l'autorité désigné pour s'occuper des observations concernant la notification peut être indiqué s'il est différent de l'organisme susmentionné: Point national d'information
3.	Notification au titre de l'article 2.9.2 [X], 2.10.1 [], 5.6.2 [], 5.7.1 [], autres:
4.	Produits visés (le cas échéant, position du SH ou de la NCCD, sinon position du tarif douanier national. Les numéros de l'ICS peuvent aussi être indiqués, le cas échéant): <ul style="list-style-type: none">- Boissons spiritueuses telles que définies à l'article premier, paragraphes 2 et 4 et dans les appendices du règlement (CEE) n° 1576/89 du Conseil du 29 mai 1989 y relatif.- Boissons spiritueuses relevant du Code 2208 de la nomenclature combinée, conformément au règlement (CEE) n° 2658/87 du Conseil de l'Union européenne, et qui sont assujetties à un droit d'accise sur l'alcool au titre de la législation néerlandaise relative aux droits d'accise.
5.	Intitulé, nombre de pages et langue(s) du texte notifié: Règlement relatif aux quantités prescrites obligatoires pour les boissons spiritueuses
6.	Teneur: Ce règlement prévoit l'interdiction de la vente, de la disponibilité pour la vente et/ou de la fourniture de boissons alcooliques dans des quantités prescrites autres que celles indiquées dans ce texte, lequel indique aussi les produits pour lesquels les quantités prescrites sont obligatoires. Cette obligation s'applique aux boissons spiritueuses telles que définies à l'article premier, paragraphe 1 du règlement. Cette définition des boissons spiritueuses ("gedistilleerd") correspond à celle des boissons spiritueuses ("gedistilleerde drank") donnée dans le règlement (CEE) n° 1576/89 du Conseil du 29 mai 1989 et couvre les boissons d'un titre alcoométrique de 15 pour cent vol et plus, sauf pour l'Advocaat mentionné dans l'annexe III du règlement (CEE) n° 1576/89 du Conseil.

7.	<p>Objectif et justification: Le règlement notifié vise à mettre en oeuvre la directive 88/316/CEE du Conseil du 7 juin 1988 modifiant la directive 75/106/CEE sur le préconditionnement en volume de certains liquides en préemballages. La déclaration des mesures de volume prescrites pour les boissons spiritueuses telles que définies à l'article premier, paragraphe 1 est conforme à l'interprétation donnée par M. Putzeys, de la DG III de la Commission, dans sa lettre de novembre 1993 au Ministre des affaires économiques, à savoir que les mesures de volume prescrites s'appliquent aux boissons spiritueuses d'un titre alcoométrique de 15 pour cent vol ou plus, selon la définition donnée dans le règlement (CEE) n° 1576/89 du 29 mai 1989, puisque celui-ci est entré en vigueur après le règlement n° 88/316/CEE sur les mesures du volume. Quand, en relation avec les mesures du volume, il est fait référence aux boissons spiritueuses, cette définition doit aussi être expliquée d'une manière conforme aux dispositions européennes en vigueur. Il convient de distinguer cette interprétation de la définition selon laquelle la directive européenne 75/106/CEE s'applique à toutes les boissons spiritueuses relevant du code 2208 de la nomenclature combinée.</p>
8.	<p>Documents pertinents:</p> <ul style="list-style-type: none">- Loi sur les droits d'accise du 31 octobre 1991, Bulletin des lois et décrets 561 (simplification et uniformisation de la législation sur les droits d'accise);- Loi de 1950 sur l'organisation de l'industrie, modifiée pour la dernière fois par la Loi du 24 juin 1992, Bulletin des lois et décrets 409;- Règlement portant création de l'Office des boissons spiritueuses, Journal officiel du 12 avril 1996, article 5;- Règlement sur les boissons spiritueuses en préemballages du 1er janvier 1992, dernière notification en date dans le Journal des organismes commerciaux régis par le droit public du 21 janvier 1994, n° GDr.1, adopté par la Décision du 5 janvier 1994 n° 93-389 du Ministre des affaires économiques.
9.	<p>Date projetée pour l'adoption: 20 novembre 1997 Date projetée pour l'entrée en vigueur: 21 novembre 1997</p>
10.	<p>Date limite pour la présentation des observations: 19 novembre 1997</p> <p>Les Pays-Bas procéderont à la mise en oeuvre de la mesure envisagée après 45 jours si, entre-temps, aucune observation ni aucune demande de prorogation du délai n'a été présentée par d'autres Membres.</p>
11.	<p>Entité auprès de laquelle le texte peut être obtenu: point national d'information [X] ou adresse et numéro de télécopie d'un autre organisme:</p>